**Rentrée solennelle
de la conférence du jeune barreau**

15 mai 2009

« Les Hérétiques du Comté de Toulouse »,
par Marc POUSSIN,
2ème secrétaire, médaille d'argent

Les Hérétiques du comté de Toulouse

Discours de Maître Marc Poussin,
2^{ème} secrétaire de la conférence du stage,
prononcé lors de la Rentrée solennelle de Toulouse 2009

Monsieur le Premier Président,
Monsieur le Procureur Général,
Monsieur le Bâtonnier,
Mes chers Confrères,
Mesdames, Messieurs,

L'exercice du discours sur sujet libre est pour le moins déroutant pour un jeune avocat plus habitué à défendre la cause des autres que la sienne, et c'est donc, non sans peine que j'ai cherché un thème sur lequel m'exprimer devant vous aujourd'hui.

M'ouvrant de cette problématique au cours d'un dîner chez un ami juriste, j'ai eu le plaisir d'entendre leur enfant s'écrier, probablement nourri de quelque feuilleton télévisé, « *mais pourtant, vous les avocats vous défendez tout le monde, vous êtes un peu des chevaliers des temps modernes...* ».

Plus habitué à entendre fuser les critiques lors des mondanités « *les avocats sont trop chers, ce sont des menteurs...* », je restais sans voix devant l'assertion de ce jeune enfant, tout en me disant que finalement les séries télévisées participaient peut-être à redorer notre blason.

Cette phrase candide fit cependant son bout de chemin au travers de mes neurones, et finalement le dicton « *la vérité sort de la bouche des enfants* » dit peut-être vrai.

Pour le 800^{ème} anniversaire de la première croisade contre les Cathares et le Comte de Toulouse, dans cette salle située pratiquement en face du siège de la Sainte Inquisition, cette comparaison m'a semblé pour le moins intéressante.

En effet, l'avocat, tel le chevalier des temps anciens, va à l'audience comme le chevalier à la bataille, armé de sa parole, protégé par sa robe, qu'il peut revêtir grâce au serment qu'il a prêté, et qui l'a fait rentrer dans un ordre, une confraternité.

Le serment, c'est le fondement de la profession d'avocat, tout comme la base de la religion cathare.

Fort heureusement pour nous, nous n'avons fait ni vœux de pauvreté, ni de chasteté. Nous avons juré d'exercer avec honneur, dignité, conscience, indépendance, probité et humanité.

Le serment est le garant du secret professionnel absolu, seul moyen pour nous d'obtenir la confiance du client, nécessaire pour parler en son nom, porter ses couleurs, en bref, aller à la bataille pour lui, qu'il s'agisse d'une âpre négociation, d'une demande civile, ou d'un procès pénal, et de mériter par là même nos honoraires.

Mais l'honoraire souvent décrié par nos clients, s'il est nécessaire et nous nourrit, n'est pas tout !

Nous avons vu récemment, à l'occasion d'un grand tournoi réunissant bien plus de chevaliers qu'à l'accoutumé, dont les joutes oratoires sont à venir, certains confrères abandonner au dernier moment les couleurs de leurs clients, couleurs ramassées par le bâtonnier contraint de désigner d'office un nouveau chevalier pour aller porter, brillamment de surcroît, les demandes de clients qu'il n'avait pour la plupart jamais rencontrés.

Sans espoir d'honoraire, ce chevalier s'est battu pour la cause des laissés pour compte, et il peut en être remercié, redorant par son action le blason terni en cette occasion de notre profession.

L'ordre et son représentant du jour ont pu démontrer que la défense à Toulouse serait toujours assurée par quelqu'un, quand bien même le défenseur attiré retournerait sa robe, au point de ne plus la porter, pour une sordide histoire d'honoraires, préférant un panache plus argenté aux couleurs qu'il avait déjà accepté de porter.

Car si nous ne respectons pas notre serment, si nous ne respectons pas les règles de notre ordre, si nous ne sommes plus que des machines à engranger des honoraires, alors nous ne pourrions plus avoir la confiance des clients, souvent bien difficile à obtenir, qui pourront ajouter à la longue liste des reproches qui nous sont faits lors des mondanités, le pire qui puisse exister, « *il m'a trompé, il ne m'a pas défendu, comment ai-je pu placer ma confiance en lui !* ».

Oui, comme les chevaliers cathares du Comté de Toulouse, notre serment est bien la valeur la plus importante, car lui seul nous permet de revêtir notre armure, d'un noir profond, digne, maigre protection fasse aux attaques que nous nous portons au cours de nos joutes oratoires, et qui sont portées envers nos clients.

Pourtant, il ne faudrait pas que l'avocat toulousain, tel le Cathare des temps anciens, se retrouve décimé par une justice plus inquisitoire qu'accusatoire au cours d'une croisade des temps modernes, qui frapperait une région visiblement génératrice d'hérétisme.

La robe n'est pas qu'un délicieux anachronisme, dont la coupe seyante nous ravit tous.

La robe, paraît-il, nous confère surtout une liberté de parole absolue, dont je vais essayer de ne pas trop abuser aujourd'hui.

La robe, m'a-t-on dit, me permet tous les artifices de langages afin de protéger mes clients, de les défendre du mieux possible, d'être leur avocat, parfois seul contre tous, dernier rempart du justiciable face à la machine judiciaire, si puissante et bien huilée.

Car une fois pris dans le cours de l'enquête, placé en garde à vue, déféré, mis en examen, le justiciable perdu, n'a plus d'yeux que pour son avocat, sensé le protéger de cette institution qui bien souvent le terrifie.

Et c'est là que nous avons la chance d'être présents. Au cours de la garde à vue, nous sommes le premier visage rassurant qu'il va rencontrer. Lors de la mise en examen ensuite, puisque nous sommes étrangement absents du déferrement, il va retrouver un de ces chevaliers en robe noire, qui va faire d'ores et déjà son possible pour défendre sa cause, et souvent, dans la foulée, devant le juge des libertés et de la détention, qui semble parfois avoir oublié la première moitié de son titre.

Mais cette liberté de parole dérange parfois.

Véritable grain de sable de la machine judiciaire, poil à gratter du magistrat, empêcheur d'enfermer en rond, l'avocat défend son client, bec et ongle, crocs acérés, face à une procédure parfois accélérée, ou des peines automatisées, minimales, planchers, oubliant la personne derrière le délit, oubliant le délinquant au profit de la peine.

C'est dans ces moments-là que ce chevalier en robe noire doit, dans l'urgence, aiguïser sa plaidoirie sur un dossier souvent volumineux et, entre un sprint à la geôle et un cent mètres à l'instruction, doit battre le record du monde de tournage de pages, afin de chercher l'erreur, la faille, l'information, la preuve que le délinquant est avant tout un homme, et pas encore un numéro d'écrou.

La justice doit passer souvent vite, souvent trop vite.

Mais parfois le poil à gratter fait trop d'effet, le grain de sable grippe la machine, démange la procédure.

La tentation peut alors être grande de chercher à s'en débarrasser, et l'armure du chevalier se fendille.

Personne à Toulouse n'a oublié comment un chevalier blanc en robe noire, et son écuyer, furent inquiétés par un Don Quichotte Orléanais qui cherchait à combattre les Moulins toulousains.

Personne ici encore ne peut oublier comment les confrères qui se sont portés à la défense d'autres chevaliers de leur ordre se voient encore à ce jour inquiétés pour des propos qu'ils ont tenus, pourtant théoriquement protégés par leur armure.

La région orléanaise, réputée notamment pour la qualité de ses bûchers, semble bien décidée à s'en prendre aux hérétiques de la province de Toulouse.

Personne ici ne doit oublier, comme l'a récemment rappelé une communication de l'ordre, que l'inquisition peut venir frapper à la porte de chacun des chevaliers de notre ordre, de nos ordres, et venir l'inquiéter dans l'exercice de sa fonction de défenseur.

En effet, au moment même où l'avocat ne peut plus exercer sereinement la défense de son client, au moment où l'armure se fend, alors celui-ci n'aura même plus le luxe d'une défense valable, et la justice au lieu de passer vite, voire trop vite, ne passera plus du tout.

L'inquisition n'a jamais été la justice, l'inquisition n'était que l'expression de la politique épiscopale.

Le défenseur de la victime de l'inquisition connaissait malheureusement le sort de la victime, coupable lui aussi d'hérésie, en ayant voulu défendre l'hérétique.

Si on assimile l'avocat à son client, si la culpabilité de l'avocat naît de sa défense, alors il ne pourra plus y avoir de vérité, ni de justice.

Il ne faudrait pas que la politique pénale devienne un ersatz de politique épiscopale, faute de quoi la justice ne pourrait plus être une institution respectée, et donc prononcer des sanctions faisant autorité.

La réforme de la procédure pénale en cours pose cette question de manière aigüe.

En effet, en laissant le déroulement de l'instruction dans les mains d'un parquet soumis à l'autorité gouvernementale, on est en droit de se demander quel espace il restera à la défense, et s'il ne s'agit pas ici de la mise en place d'une nouvelle inquisition, destinée à apurer la cité des délinquants présumés de toute sorte.

L'avocat doit rester libre, pour que la justice puisse passer.

L'avocat doit être libre pour permettre à la justice d'être respectée.

Si l'avocat ne peut plus user de ses armes librement, c'est peut être un peu aussi de par sa faute. Car le bon acier des lames forgé dans nos facultés de France, commence à se heurter à un métal anglo-saxon, visiblement de meilleure facture, du moins le pense-t-on.

Ainsi, on ne sait plus clôturer un dossier de conseil. On va au « *closing* ».

L'audit n'existe plus, il a été remplacé par la « *due diligence* ».

J'entends même parfois parler de « *signing* », barbarisme intéressant n'ayant même pas son équivalent en anglais.

On n'a plus d'avocat d'affaires, mais des « *corporate lawyers* », le fiscaliste disparaît au sein du département « *Tax* ».

Je n'ai pas encore compris pourquoi il était plus simple d'être un « *corporate tax lawyer* » plutôt qu'un fiscaliste d'entreprise.

Seul le droit social, spécificité assez française au demeurant, n'est pas encore taxée de « *Labour Law* », de peur peut-être de la confusion qui pourrait naître avec le droit rural.

Cette anglicisation pourrait aisément être mise sur le dos de la globalisation des échanges si elle avait lieu dans un contexte international, pourrait aussi ressembler à une forme de snobisme sur un plan local, ou bien encore à une soumission au droit anglo-saxon.

Pourtant, d'un point de vue juridique, c'est bien l'inverse qui survient. Dépassés par un système de précédents invérifiable, les Américains sont en train de codifier leur droit, faisant finalement le chemin vers un système de droit romain.

Ils abandonnent leur copyright, au profit du droit de la propriété intellectuelle, largement influencé du droit français. Ils se rapprochent du droit des brevets des pays de code, et tendent à abandonner leurs spécificités.

Soyons fiers de nos mots. Chacun d'entre eux à un sens bien particulier, recouvre un concept, une idée.

L'immeuble du juriste n'est ainsi pas le même que celui du profane.

Bien loin d'un jargon, il s'agit surtout de conserver la précision et la concision nécessaire à l'exercice de la profession, conserver les concepts dans la mise en application du droit qui se rapproche plus d'une science que de la littérature.

Oui, les mots sont nos armes, et les bons mots nos atouts, dans la joute qui oppose nos clients soit entre eux, soit au ministère public.

Imaginez l'effet désastreux du français dans une audience de stupéfiants, où on entend déjà souvent clients comme magistrats parler du « *business* », les affaires en somme, pour qualifier toute activité pécuniaire illégale. Ainsi le « *Business Lawyer* » serait-il un pénaliste ?

Dépoussiérant une bibliothèque chez mes grands-parents, je suis tombé sur un trésor.

Un recueil de plaidoiries, intitulé « *Leur Manière* », dont la couverture m'apprit qu'il fut imprimé en 1925, sur lequel je me suis jeté, afin d'affûter mes armes et mes mots, à l'aune des plaidoiries des grands du début du siècle dernier.

J'imaginai, à l'ouverture de l'ouvrage poussiéreux, tomber sur de longues phrases ampoulées, des monologues grandiloquents, des soliloques déprimants venant d'un autre temps.

Bien au contraire, la simplicité du verbe, mais également le choix des mots, rendaient ces plaidoiries plus percutantes encore.

Je ne vous en livrerais qu'un seul extrait, sans me l'approprier, même si comme le disait La Rochefoucauld, « *Contrefaire, c'est encore admirer* ».

Plaidant une affaire de divorce, d'un mariage qui n'aurait pas été pleinement consommé, Monsieur le bâtonnier Chenu défendant l'épouse déçue exprimait en ces termes les difficultés d'un mariage entre deux générations dès le début de sa plaidoirie : « *Il est bon [...] de dire des maris que, comme les avocats, tous sont éloquents. Il y aura des sceptiques pour ne pas le croire. Raison de plus pour l'affirmer.* »

La subtilité du français se suffit donc à elle-même, et démontre, si besoin en était, que l'acier français est d'assez bonne facture, sans qu'il soit besoin de recourir à quelque alliage anglo-saxon.

Il nous revient donc d'affûter nos armes, et de choisir nos mots, afin de porter au mieux les couleurs de nos clients, sur notre champ de bataille qu'est le tribunal, protégés par nos robes.

Et si nous respectons notre serment, les règles de notre ordre, alors l'inquisition ne pourra rien contre nous, et nous serons parfois d'admirables hérétiques, respectés dans notre fonction.

Mes chers confrères, l'heure tourne, je n'ai que trop abusé de votre patience, et je dois de surcroît vous laisser au plus vite. En effet, j'ai actuellement une « *data room* » ouverte, et je dois finir ma « *due dil* » « *ASAP* », faute de quoi nous aurons des pénalités pour avoir retardé le « *deal* », ce qui pourrait provoquer une réduction de nos « *fees* », la dernière chose que l'on pourrait se souhaiter en période de crise.